

qu'on s'informe à la Chambre de ce qui se passe à la Commission des transports du Canada.

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je puis donner une réponse assez simple.

M. McIlraith: Faites-la inscrire au *Feuilleton*.

M. l'Orateur: Si la question est irrégulière, il va de soi, je pense, qu'il serait irrégulier d'y répondre.

LA DÉFENSE NATIONALE

NÉGOCIATIONS EN VUE DE L'ADOUCCISSEMENT DE LA LOI AMÉRICAINE VISANT À ENCOURAGER L'ACHAT AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre au sujet d'un article qui a paru dans le *Globe and Mail* de ce matin. Le premier ministre pourrait-il commenter la déclaration disant que des négociations sont présentement en cours avec les États-Unis en vue de l'adoucissement de la loi américaine visant à l'encouragement de l'achat aux États-Unis, loi qui impose un fardeau allant jusqu'à 12 p. 100 aux entreprises canadiennes qui font des offres pour des contrats d'armement? Le premier ministre peut-il nous dire où en sont ces négociations?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Comme on l'a dit en plusieurs occasions, monsieur l'Orateur, des instances sont toujours faites auprès des États-Unis à l'égard des contrats de production de défense. Les négociations se poursuivent toujours. Je ne puis rien ajouter à ce que j'ai dit l'autre soir, lorsque j'ai prononcé un long discours à cet égard.

M. Argue: Autre question. Le premier ministre peut-il dire si le désavantage de 12 p. 100 fait l'objet de négociations?

Le très hon. M. Diefenbaker: Tous les aspects de la question sont à l'étude.

DEMANDE DE DÉCLARATION SUR LE RÔLE FUTUR DE L'ARC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. R. Garland (Nipissing): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Le ministre doit reconnaître que la décision du gouvernement annoncée vendredi dernier...

Des voix: La question!

M. Garland: ...a eu, comme on pouvait s'y attendre, un effet démoralisant sur les Forces aériennes royales du Canada...

[M. l'Orateur.]

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que l'honorable député a commencé par formuler une affirmation. S'il a une question à poser, peut-être la posera-t-il?

M. Garland: Je me demande si, étant donné la situation actuelle, le ministre fera, soit maintenant soit à la première occasion, une déclaration qui redonnera confiance au personnel des Forces aériennes royales du Canada en ce qui concerne leur rôle futur dans la défense du Canada?

L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale): Le personnel des FARC n'a pas, que je sache, perdu confiance de quelque façon que ce soit.

QUESTIONS OUVRIÈRES

NOUVEAU-BRUNSWICK—INTERPELLATION RELATIVE AU SOULAGEMENT DU CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Je voudrais poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants. Ma question s'adresse à lui, en sa qualité de représentant du Nouveau-Brunswick au sein du cabinet. Le ministre a-t-il reçu du *Telegraph Journal* de Saint-Jean un télégramme intéressant les 37,000 chômeurs du Nouveau-Brunswick et demandant que le gouvernement prenne des mesures concrètes en vue de remédier au chômage dans cette province? Si tel est le cas, quelles dispositions le ministre a-t-il prises à cet égard, si tant est qu'il en ait pris?

L'hon. A. J. Brooks (ministre des Affaires des Anciens combattants): Monsieur l'Orateur, c'est vrai, j'ai reçu un semblable télégramme. Permettez-moi de dire à l'honorable député que des dispositions ont été prises à cet égard au cours des deux ou trois derniers mois par le ministre du Travail et d'autres membres du cabinet.

M. G. R. McWilliam (Northumberland-Miramichi): Je voudrais poser une autre question au ministre des Travaux publics. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si des mesures immédiates sont prises par le gouvernement pour assurer la mise en chantier prochaine, dans le Nouveau-Brunswick, de travaux importants, comme ceux du canal de Chignectou, en vue de réduire le chômage?

L'hon. Howard C. Green (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, l'honorable député devait dormir ces derniers mois. Plusieurs entreprises ont été mises en œuvre au Nouveau-Brunswick. En outre, il s'est